

du gouvernement cette année. C'est énorme. L'année prochaine, le service de la dette coûtera 12,265 millions de dollars; cela veut dire que 16 p. 100 de toutes les dépenses publiques de cette année et de l'année prochaine serviront à payer les intérêts sur la dette publique. Ce sont les prévisions actuelles, et cela représente beaucoup d'argent.

Est-ce que les contribuables se demandent pourquoi le gouvernement ne peut pas leur offrir de nouveaux services? Est-ce que les Terre-Neuviens se demandent pourquoi ils ne peuvent pas avoir un meilleur réseau de transports? Est-ce que les pêcheurs s'inquiètent pour leurs petites embarcations et pour leurs ports et est-ce qu'ils se demandent pourquoi leurs ports et leurs quais ne sont pas entretenus? C'est parce que le ministre des Finances a une facture d'intérêts énorme à payer sur les dettes qu'il a contractées par le passé et parce que ces dernières vont augmenter l'année prochaine. Les prévisions montrent que cette facture va augmenter de deux ou trois milliards par an.

La seule manière de limiter les frais, monsieur l'Orateur, c'est de réduire le montant des emprunts. Il ne faut pas oublier non plus qu'au cours des huit dernières années, soit de 1972 à 1980, le gouvernement a toujours diminué les impôts à la veille des élections. Les dégrèvements fiscaux se montent, cette année, à 9 milliards de dollars. Par ailleurs, 7.5 milliards de dollars vont aller à l'indexation. On ne peut donc plus parler d'indexation. Je parle des dégrèvements fiscaux. Les réductions fiscales s'élèvent à 9 milliards. Par exemple, en novembre 1978, le ministre de la Justice, qui était alors ministre des Finances, a déposé un budget dans lequel il réduisait de 12 à 9 p. 100 la taxe de vente, ce qui coûtera 1,100 million de dollars cette année.

Si le gouvernement dit qu'il a besoin de davantage de revenus—et il en viendra sûrement là parce que le ministre aura besoin d'autre argent avant d'avoir terminé son mandat—les contribuables devront se rappeler qu'il s'est moqué d'eux pendant huit ans en leur faisant croire qu'il n'avait pas besoin de revenus. Les libéraux se sont lancés dans la campagne électorale en faisant croire qu'ils n'avaient pas besoin de puiser ces 9 millions dans la poche des contribuables canadiens. Maintenant qu'ils ont repris le pouvoir et qu'ils sont installés confortablement pour un autre mandat de quatre ans, ils vont commencer à courir après cet argent. De cela, vous pouvez être sûr. Le gouvernement va tenter de mettre la main sur des revenus autres que ceux annoncés dans le présent budget avant que son mandat ne vienne à échéance. Voilà pourquoi, monsieur l'Orateur les déficits des huit dernières années totalisent 49,679 millions de dollars. Si l'on ajoute à cela celui de cette année, qui s'élève à 14,150 millions, on aboutit après huit ans—cette année comprise—à un déficit total de 63,829 millions de dollars.

Le gouvernement se soucie fort peu de déficits, je sais, car il ne prévoit pas être ici quand on présentera les dernières factures pour paiement. Mais monsieur l'Orateur, ce sont là de bien tristes états de service. En jetant un coup d'œil sur ce qu'était la situation avant que nous nous retrouvions dans ce pétrin—où nous en étions avant que le premier ministre (M. Trudeau) plonge pour la première fois de ses plongeoirs au pouvoir—nous verrons bien ce qui s'est passé. J'ai quelques-uns des chiffres pertinents ici, je crois. A l'époque, en 1968-

Le budget—M. Crosbie

1969, sauf erreur, la note pour les intérêts s'établissait à 1 milliard environ. Aujourd'hui, elle atteint le montant déjà cité.

J'ai tellement de notes, monsieur l'Orateur, que je me demande si je parviendrai à trouver la bonne sans trop tarder. Mais j'y parviendrai sûrement, si vous voulez bien patienter. Voici une petite note que je retrouve en cherchant la première. La Canada doit 75 milliards de dollars au reste du monde. Voilà ce gouvernement qui dit au reste du monde «allez vous promener». Quelle est donc cette chanson qui dit «Arrêtez la terre de tourner, nous voulons en descendre». Le gouvernement invite les investisseurs étrangers à venir au Canada non seulement pour aller puiser l'argent dans leurs poches mais aussi pour leur jouer de plus sales tours encore. Voilà comment il traite les investisseurs étrangers. Il est très indépendant. Il a cette politique nationaliste canadienne qui, d'après lui, ne coûtera rien à personne. Il doit toutefois 75 milliards de dollars au reste du monde. Voilà ce que doit le Canada. Cette année, la dette va encore augmenter. Le déficit du compte courant s'élèvera à 6.2 milliards, d'après les estimations du ministre des Finances alors qu'il était de 5.8 milliards l'année dernière et que l'on prévoit un déficit de 5.5 milliards pour 1981. Voilà les services que nous ont rendus ces gens-là. Attention, lorsque les gens à qui l'on doit cet argent décideront de se faire entendre! Il ne leur faudra pas longtemps pour changer d'avis à l'égard du gouvernement actuel.

Je savais que je trouverais ma note, monsieur l'Orateur. La voici. Depuis que l'honorable Douglas Abbott a été ministre des Finances, c'est-à-dire depuis le début des années cinquante, il y a eu deux budgets excédentaires. Deux sur 31. La dernière fois, c'est M. Douglas Abbott qui était ministre des Finances. Depuis l'époque de Sir John A. Macdonald jusqu'à celle de Lester B. Pearson, depuis l'avènement de la Confédération jusqu'à l'année de son centenaire, les déficits budgétaires combinés du gouvernement fédéral atteignaient un total de 17 milliards de dollars. Avec le nouveau budget, la dette nette du gouvernement dépassera 81 milliards de dollars en mars 1981. Toute cette augmentation est un cadeau que nous fait le premier ministre. Il nous lègue la différence entre 17 milliards de dollars et 81 milliards de dollars. La dette nette du gouvernement fédéral en 1967 était de 30 milliards de dollars, en mars prochain elle sera d'environ 122 milliards de dollars. Voilà ce qui nous restera des années du régime Trudeau. En plus des tensions qu'il impose à la Confédération en essayant actuellement de lui faire épouser ses visions fanatiques, voilà une autre partie de l'héritage qu'il va laisser au Canada.

Quand il est monté sur son trône en 1968, les intérêts de la dette nationale représentaient une charge 1.2 milliard de dollars; nous savons à quoi ils s'élèvent cette année, et l'année prochaine ils dépasseront 12 milliards de dollars.

Je pourrais citer d'autres chiffres tout aussi surprenants et alarmants, monsieur l'Orateur, mais je ne voudrais ni surprendre ni alarmer les députés d'en face. Cela pourrait les faire sortir de leur léthargie.

A la page 35 du document budgétaire apparaissent beaucoup d'autres déficits et emprunts qui ne sont pas compris dans le déficit du gouvernement. Sous la rubrique «Prêts, apports en capital et avances», on lit ce qui suit:

En 1980-1981, les emprunts directs des sociétés mandataires de la Couronne sur le marché devraient s'accroître de \$1.6 milliard, l'augmentation de l'encours étant de \$802 millions pour la Société pour l'expansion des exportations, de \$80 millions pour l'Eldorado nucléaire et de \$755 millions pour la Banque fédérale